



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Mâcon, le

Commission départementale
de préservation des espaces naturels,
agricoles et forestiers

Tél : 03 85 21 29 71
Fax : 03 85 38 01 55
ddt-cdpnaf@saone-et-loire.gouv.fr

Le préfet de Saône-et-Loire
à
Syndicat mixte de la Bresse bourguignonne
MIFE
Affaire suivie par Aurélie Touzot

OBJET : avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers – CDPENAF

RÉF : votre saisine concernant le dossier PC n° 071-056-19-E0010

Vu le code rural et la pêche maritime, notamment les articles L. 112-1-1 et D. 112-1-11,
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 111-3, L. 111-4, L. 111-5,
Vu l'arrêté préfectoral n° 71-2019-03-08-003 du 8 mars 2019 portant sur la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers,
Vu l'arrêté préfectoral n° 71-2018-12-20-002 du 20 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Christian Dussarrat,
Vu l'arrêté préfectoral n° 71-2018-12-20-004 du 20 décembre 2018 portant subdélégation de signature,
Vu la demande de l'entreprise **Lacroix Emballage** - PC n° 071-056-19-E0010 - transmise par l'unité d'instruction du syndicat mixte de la Bresse bourguignonne au secrétariat de la CDPENAF,
Vu la délibération motivée du conseil municipal de la commune de Branges (71500) du 3 avril 2019,

La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, réunie valablement le **19 avril 2019**, après présentation du dossier en séance :

- constate que, conformément à l'avis de la CDPENAF du 21 décembre 2018, le porteur de projet a entamé des démarches pour mettre en place des mesures compensatoires agricoles volontaires (étude de la mise en place d'un système d'agroforesterie à l'intérieur de peupleraies exploitées, en concertation avec la coopérative Bourgogne du sud) ;
- constate que la délibération motivée porte sur un projet d'envergure pour le territoire de Branges, accompagné d'une proposition de compensation agricole ;
- décide d'émettre un avis conforme favorable.

Cet avis se limite aux seuls domaines de compétence de la CDPENAF, à savoir les impacts sur les espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental,
pour le directeur départemental et par délégation,
la cheffe du service urbanisme et appui aux territoires,



Christine Heidmann